

sentants diplomatiques, tel que la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Japon, la Chine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la République Argentine, l'Irlande, la Colombie, Cuba, Haïti, l'Equateur, le Pérou, le Venezuela, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Finlande, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Luxembourg, la Hollande, etc.

(Traduction)

M. JOHNSTON: Quand allez-vous revenir au Canada?

Une VOIX: Vous ne saisissez pas le sens de ses paroles.

M. GOUR (Russell): Je vais parler en anglais, de façon à être compris de tous les honorables députés, monsieur l'Orateur.

Je le répète, nos cultivateurs ont un besoin urgent d'aide de la part du gouvernement fédéral, puisque nous n'avons pas suffisamment d'aide du gouvernement provincial d'Ontario, surtout en ce qui concerne les engrais chimiques à meilleures conditions, l'aide pour le drainage des terres, etc. Nous devons essayer de garder les cultivateurs sur la terre et inciter nos anciens combattants à s'y établir. Les bonnes routes et l'électricité sont essentielles. Les cultivateurs ne pourront pas garder leurs fils sur la terre s'il leur faut peiner 75 heures ou même davantage par semaine, sans les facilités nécessaires et raisonnables. Ce qui est essentiel au fermier, comme à l'ouvrier, c'est une marge raisonnable entre le coût de la production et le prix de vente, comme entre le salaire de l'ouvrier et le coût de la vie.

Monsieur l'Orateur, je voudrais, avant de terminer, vous dire que le comté de Russell possède des coopératives de lin florissantes.

Je manquerais à mon devoir si je ne prenais pas quelques instants de cette Chambre pour féliciter l'honorable ministre de l'Agriculture. Par son habileté incomparable, il a fourni les moyens nécessaires pour encourager nos fermiers, et ceux-ci ont si admirablement répondu à son appel que nous avons multiplié plusieurs fois notre production, de l'Atlantique au Pacifique. Nous sommes le pays qui fournit le plus de produits aux peuples affamés de l'univers entier. Grâce aux lois qu'il a fait adopter et aux primes données pour encourager nos fermiers à améliorer leurs produits, nous avons à offrir des produits supérieurs à ceux de n'importe quel autre pays, ce qui est tout à l'honneur du Canada. Par ses grandes connaissances et sa diplomatie, le ministre de l'Agriculture a su faire mieux connaître notre pays et nos produits et a obtenu les marchés les plus avantageux de l'univers.

Nous avons toutes les raisons de croire que nous ne pourrions avoir un ministre de l'Agriculture plus compétent. Nous aurons

l'avantage, je l'espère, de le garder longtemps encore à son poste actuel. C'est pour le pays un rare bonheur d'avoir un homme compétent à la tête de ce ministère. Sans une agriculture prospère, le Canada ne saurait être prospère.

Je saisis cette occasion pour le remercier de l'aide précieuse qu'il a donnée à toutes les coopératives et à l'industrie du lin, qui ont joué un rôle si important dans notre effort de guerre et qui continueront, j'en suis certain, à rendre de grands services au pays, pourvu que le Gouvernement leur continue son aide. Un jour viendra, j'en ai confiance, où nos lineries assureront du travail à des milliers d'ouvriers.

Je termine. Nous devons remercier la divine Providence d'avoir placé à la tête de notre pays un homme d'Etat aussi brillant que notre très honorable premier ministre (M. Mackenzie King), peut-être l'homme public le mieux doué qui soit au monde à l'heure actuelle.

M. A. M. NICHOLSON (Mackenzie): Je tiens à me joindre à ceux qui ont félicité le très honorable ministre des Finances (M. Ilsley) d'avoir été choisi pour remplir une mission très importante à Genève. Tous les citoyens du pays, j'en suis sûr, espèrent que la traversée océanique améliorera l'état de sa santé et qu'il nous reviendra tout prochainement, parfaitement remis de ses fatigues. Durant la guerre, j'ai pris part à maintes campagnes d'emprunt de la victoire dans ma circonscription. J'ai toujours déclaré clairement que, comme la C.C.F. n'avait pas reçu le mandat de déterminer le programme financier du Canada, j'acceptais, étant démocrate, le verdict de la majorité. J'ai dit à mes électeurs que nous étions vraiment fortunés d'avoir à la tête de notre ministère des Finances un homme qui ne profitait pas de ses hautes fonctions pour avancer ses propres affaires. J'ajoutai que s'il y avait quelque part du gaspillage et de l'incompétence, ce devait être certainement à l'insu du ministre. Je suis convaincu que ces considérations ont contribué au succès du côté financier de notre effort de guerre.

Au cours des hostilités, j'ai cru que certaines critiques étaient nécessaires et je les ai formulées. Pareillement, j'estime que le budget actuel prête à la critique; j'aurai donc à m'élever contre certaines propositions budgétaires. Après avoir écouté les députés conservateurs-progressistes, je me suis dit que le budget aurait pu être encore moins acceptable. Le critique financier de ce parti, qui a pris la parole le 27 juin, immédiatement après le ministre, a appuyé à maintes reprises sur le mot "économie". Je reconnais qu'il serait possible